

Ilmārs Poikāns, le premier lanceur d'alerte letton devant la justice

Description

En février 2010, l'informaticien letton Ilmārs Poikāns, après avoir eu accès à des documents du fisc, révélait que des dirigeants d'entreprises publiques avaient vu leur salaire augmenter alors que la Lettonie connaissait la pire récession de son histoire et que le gouvernement taillait dans les retraites et les aides sociales. Son procès vient de s'ouvrir.

Quatre ans après le début de l'affaire, tout le monde ou presque a oublié que la véritable identité d'Ilmārs Poikāns est longtemps restée inconnue. Il avait choisi de faire ses révélations tonitruantes sous le pseudonyme de Neo, en référence au héros du film de science-fiction *Matrix*. Depuis que son identité a été dévoilée au moment de son arrestation en mai 2010, soit quelques mois après l'émission de télévision qui provoqua un scandale sans précédent en diffusant les informations transmises par le mystérieux Neo, ce jeune informaticien (il est âgé aujourd'hui de 35 ans) est une personnalité très appréciée dans son pays. Ses informations lui ont même valu le titre, décerné par un mouvement pro-européen actif en Lettonie, d'«Européen de l'année», en 2010. Très actif sur les réseaux sociaux, Ilmārs Poikāns compte près de 8.000 abonnés à son compte Twitter[1]. Mais, en l'espace de quatre ans, l'informaticien devenu père de famille n'a pas changé grand-chose à sa vie quotidienne. Il occupe toujours un poste de chercheur à la faculté de mathématiques, un bâtiment noir et austère du centre de Riga, et collabore avec des start-up américaines. Il ne nous en dira pas plus.



Un jeu d'enfant

Comment est-il donc parvenu à télécharger plus de 7 millions de documents du fisc letton entre novembre 2009 et février 2010? Un jeu d'enfant, nous explique-t-il lors de notre rencontre en décembre 2013. «*J'ai découvert cette faille [sur le site internet du service des impôts letton] tout à fait par hasard, car je ne pouvais pas accéder aux données me concernant. Sur de nombreux sites Internet, dans la barre URL où se trouve l'adresse, il y a souvent des chiffres. Ils sont comme la carte d'identité des articles et, en changeant ces chiffres, il est possible d'obtenir des articles différents. Dans le système du fisc letton, j'ai pu taper des cartes d'identité différentes et obtenir tous les documents, sans avoir besoin ni d'autorisation, ni d'authentification*», se souvient Ilmārs Poikāns, attablé dans un salon de thé à quelques pas de l'université. Il s'agit donc d'une simple faille dans le système qui a permis l'obtention des documents et Ilmārs Poikāns ne s'est pas introduit illégalement sur le site du fisc letton. La faille était si bien cachée que, durant les trois mois qu'a duré ce téléchargement permanent des revenus mensuels de l'ensemble des citoyens lettons, les autorités ne se sont strictement aperçues de rien. Ainsi, Ilmārs Poikāns a pu accumuler les documents. Les hauts fonctionnaires lettons n'étaient pas les seuls concernés par ces bonus et ces hausses de salaire en période de récession violente[2]. Des dirigeants de la banque Parex, alors en procédure de faillite, étaient également impliqués[3], de même que de hauts responsables de la Banque centrale de Lettonie ou du monopole de distribution d'énergie Latvenergo.

Comme le souligne Ilmārs Poikāns, tous ces chiffres étaient disponibles dans les rapports annuels du service des impôts, mais les données du fisc letton permettaient de voir la dynamique mensuelle de l'augmentation des revenus. Pour lui, les découvertes les plus importantes devaient parvenir à la connaissance de la société.

Partage d'informations

L'informaticien a donc décidé de rendre ces informations publiques, en ne conservant que les noms les plus connus. Pour cela, il a envoyé ses découvertes à Ilze Nagla, une célèbre journaliste d'investigation travaillant pour la télévision publique LTV. Leurs chemins s'étaient déjà croisés quelques années auparavant, alors qu'ils travaillaient tous les deux

pour la filiale d'un grand groupe informatique international en Lettonie. La journaliste a effectué un certain nombre de vérifications, notamment en analysant les données salariales transmises au fisc par la télévision publique et celles en sa possession. Tout concordait. Dès lors, la diffusion de ces données s'est également imposée à ses yeux[4].

«*Ces informations prouvaient que les sociétés publiques et diverses institutions qui avaient annoncé avoir réduit les salaires ne l'avaient pas fait pour tout le monde. Les personnes avec les postes les moins qualifiés ont connu des coupes importantes alors que certains dirigeants sont allés jusqu'à recevoir des bonus. Cela a provoqué un tollé dans la société*», explique Ilze Nagla, installée dans un bureau situé au sommet de la tour de la télévision publique qui trône sur l'île de Zaķusala, à Riga. Et la journaliste de saluer l'attitude civique d'Ilmārs Poikāns. Il aurait très bien pu, selon elle, chercher à monnayer ses informations. «*Une personne honnête est capable de faire la différence*», estime la journaliste.

Un procès et une volonté de faire silence

Les conséquences ne se sont pas fait attendre. Quelques mois après ces révélations, le Parlement a décidé de rendre publics les salaires mensuels de l'ensemble de la fonction publique et des dirigeants des grandes entreprises d'État. Autre effet de cette diffusion intempestive d'informations confidentielles, l'arrestation d'Ilmārs Poikāns et de Ilze Nagla a eu lieu le 22 mai 2010, les deux protagonistes étant sommés de révéler leurs sources[5] avant d'être, finalement, rapidement relâchés. Ayant subi une perquisition de son domicile, la journaliste a porté l'affaire devant la Cour européenne des droits de l'homme et a gagné son procès contre la Lettonie aux termes d'un jugement rendu en 2013: elle a obtenu 20.000 euros de dommages et intérêts de l'État pour violation de la liberté d'expression par la Lettonie[6].

Quant à Ilmārs Poikāns, son procès s'est donc ouvert le 14 avril 2014. Il doit répondre d'activité illégale concernant des données commerciales et des données privées. Un an après le déclenchement de l'affaire, une banque a porté plainte, tout en souhaitant rester anonyme. Un geste incompréhensible pour l'un des avocats de l'informaticien, Ilmārs Punka: «*La banque pense que, si l'on connaît son nom, alors ses secrets seront révélés au grand jour et elle ne sera plus protégée. Mais nous parlons ici de 7 millions de documents téléchargés. Ce qui veut dire que toutes les personnes qui payent des impôts en Lettonie sont concernées. Dire qu'une seule banque est victime est absurde dans ce cas*», explique-t-il.

Pour Inga Springe, à la tête du site de journalisme d'investigation *re:baltica.lv*, la police tenait à ce que ce cas soit cité et elle est revenue plusieurs fois à la charge jusqu'à ce que la banque accepte de porter plainte. Dans un contexte financièrement difficile pour les médias, en particulier suite à la chute des revenus tirés de la publicité, cette affaire semble surtout marquer une volonté de museler les lanceurs d'alerte et les journalistes d'investigation[7]. «*Je ne comprends pas ce qui motive les procureurs à enquêter sur cette affaire. Neo n'a fait que découvrir une faille. La porte était ouverte, il ne l'a pas forcée. Peut-être ne comprennent-ils pas l'objectif des lanceurs d'alerte ou existe-t-il un arrangement derrière cela? Je ne comprends pas non plus pourquoi le procureur en charge n'a pas voulu nous parler. Pourquoi cette affaire doit-elle rester secrète?*» s'interroge Inga Springe. Une interrogation partagée par l'avocat de l'informaticien qui estime, lui aussi, que le but de la justice est de débattre à huis-clos et de ne pas faire de vagues.

La situation est d'autant plus incompréhensible pour les personnes qui suivent le dossier que personne n'a attaqué le fisc letton qui aurait dû protéger les données personnelles confiées par les citoyens.

Le procès vient donc de s'ouvrir à Riga. L'informaticien risque, au maximum, deux ans de prison. Mais la pression populaire pourrait jouer en sa faveur. Ce Robin des bois reste extrêmement populaire. À ce jour, la révélation des bonus reste l'unique haut fait d'Ilmārs Poikāns. L'informaticien ne regrette pas son geste, mais ne se considère pas non plus totalement comme un lanceur d'alerte. «*Ce que j'ai fait est bien pour la société, tout citoyen devrait agir de la sorte*», conclut-il à la fin de notre entretien.

Notes :

[1] <https://twitter.com/ilmarmors>

[2] Entre 2008 et 2009, la croissance économique de la Lettonie s'est contractée de 25%.

[3] La faillite de la banque Parex a été le premier signe de la grave crise économique dans laquelle la Lettonie a plongé

et son sauvetage par l'État letton a nécessité l'appel à l'aide financière internationale. Ainsi, 7,5 millions d'euros ont été prêtés à la Lettonie par l'Union européenne et le Fonds monétaire international (FMI).

[4] <http://www.ltv.lv/lv/raksts/12.02.2010-de-facto-14.februara-temati.id11419/>

[5] [Reporters sans frontières s'est d'ailleurs inquiété de leur sort après leur arrestation.](#)

[6] [http://hudoc.echr.coe.int/sites/eng-press/pages/search.aspx?i=003-4440438-5342011#{« itemid »:\[« 003-4440438-5342011 »\]}](http://hudoc.echr.coe.int/sites/eng-press/pages/search.aspx?i=003-4440438-5342011#{« itemid »:[« 003-4440438-5342011 »]})

[7] [L'article \(en anglais\) de *re:baltica.lv* revient sur cette affaire.](#)

Vignette : Ilmārs Poikāns (photo: Marielle Vitureau)

* Journaliste indépendante dans les pays baltes, correspondante de RFI. Twitter: @MVitureau

date créée

15/04/2014

Champs de Méta

Auteur-article : Marielle VITUREAU*